



KPMG SA
1098 Avenue Eole
Tecnosud II Immeuble Le
Pyrénéen
66000 Perpignan

Union Départementale des Associations Familiales de l'Aude - UDAF 11 ASSOCIATION

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Union Départementale des Associations Familiales de l'Aude - UDAF 11 ASSOCIATION
3 rue Jacques de Vaucauson - CS 30047 - 11890 CARCASSONNE CEDEX

KPMG S.A. société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
1098 Avenue Eole
Tecnosud II Immeuble Le
Pyrénéen
66000 Perpignan

Union Départementale des Associations Familiales de l'Aude - UDAF 11 ASSOCIATION

3 rue Jacques de Vaucauson - CS 30047 - 11890 CARCASSONNE CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association Union Départementale des Associations Familiales de l'Aude - UDAF 11 ASSOCIATION,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Union Départementale des Associations Familiales de l'Aude - UDAF 11 ASSOCIATION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels expose notamment les règles et méthodes comptables retenues pour établir les comptes annuels de l'association nécessitant de retraiter les comptes administratifs des établissements sous contrôle des tiers financeurs, élaborés selon l'article R.314-81 du Code de l'action sociale et des familles.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Perpignan, le 10 juin 2024

KPMG SA

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'C. GRABIELLE', written over a horizontal line.

Claire GRABIELLE

Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	82 893	82 893		1 932	1 932	100.00
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	91 154		91 154	91 154		
	Constructions	869 915	520 400	349 515	368 886	19 371	5.25
	Installations techniques Matériel et outillage	584 165	404 105	180 060	209 950	29 890	14.24
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées	153		153	153		
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	2 785		2 785	4 647	1 862	40.07
	Autres	4 414		4 414	4 114	300	7.29
	Total I	1 635 478	1 007 398	628 080	680 835	52 755	7.75
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	62 582		62 582	112 754	50 171	44.50
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	145 202		145 202	114 714	30 488	26.58
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	2 141 870		2 141 870	2 275 843	133 974	5.89
Comptes de Régularisation	Charges constatées d'avance (2)	12 670		12 670	19 408	6 738	34.72
	Total II	2 362 323		2 362 323	2 522 719	160 396	6.36
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		3 997 801	1 007 398	2 990 403	3 203 554	213 151	6.65

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023	12	Exercice N-1 31/12/2022	12	Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres						
	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles	1 197 236		950 411		246 825	25.97
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité						
	Autres						
	Report à nouveau	410 429		562 348		151 919	27.02
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	97 503		115 626		18 124	15.67
	Situation nette (sous total)	1 705 167		1 628 385		76 782	4.72
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement	173 205		171 486		1 720	1.00
	Provisions réglementées						
	Total I	1 878 372		1 799 871		78 501	4.36
	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
PROVISIONS	Fonds dédiés	27 609		28 987		1 378	4.75
	Total II	27 609		28 987		1 378	4.75
	Provisions pour risques	240 755		282 551		41 796	14.79
DETTES (I)	Provisions pour charges						
	Total III	240 755		282 551		41 796	14.79
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
DETTES (I)	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	143 422		153 094		9 672	6.32
	Emprunts et dettes financières diverses	3 609				3 609	
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	71 606		63 845		7 761	12.16
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	586 438		506 017		80 421	15.89
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	38 592		364 629		326 037	89.42
	Instruments de trésorerie						
	Produits constatés d'avance			4 560		4 560	100.00
	Total IV	843 667		1 092 145		248 478	22.75
	Ecarts de conversion passif (V)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 990 403		3 203 554		213 151	6.65

(1) Dont à plus d'un an

Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations	1 181		1 244		64	5.10
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	51 358		63 704		12 345	19.38
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	3 799 928		3 670 978		128 950	3.51
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public	207				207	
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	40 099		19 983		20 116	100.66
Utilisations des fonds dédiés	28 987		5 633		23 353	414.55
Autres produits	2		1 132		1 130	99.84
Total I	3 921 762		3 762 675		159 087	4.23
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	695 599		694 874		725	0.10
Aides financières	21 145		20 446		699	3.42
Impôts, taxes et versements assimilés	236 069		237 294		1 225	0.52
Salaires et traitements	2 065 943		1 933 188		132 756	6.87
Charges sociales	751 790		669 667		82 123	12.26
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	61 420		63 783		2 363	3.70
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés	27 609		28 987		1 378	4.75
Autres charges	90		1 062		972	91.50
Total II	3 859 666		3 649 301		210 365	5.76
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	62 096		113 374		51 279	45.23

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation	582	40	543	NS
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	582	40	543	NS
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	1 914	2 019	106	5.23
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV	1 914	2 019	106	5.23
2. Résultat financier (III-IV)	1 332	1 980	648	32.74
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	60 764	111 394	50 630	45.45
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	42 164	5 728	36 436	636.09
Sur opérations en capital	9 780	9 340	441	4.72
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	558		558	
Total V	52 503	15 068	37 435	248.44
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	15 764	6 226	9 538	153.19
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		4 610	4 610	100.00
Total VI	15 764	10 836	4 928	45.48
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	36 739	4 232	32 507	768.14
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I+III+V)	3 974 847	3 777 783	197 064	5.22
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	3 877 344	3 662 156	215 188	5.88
5. EXCEDENT OU DEFICIT	97 503	115 626	18 124	15.67

ANNEXE

SOMMAIRE

	page
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	14
Permanence ou changement de méthodes	15
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	16
Etat des amortissements	17
Tableau de variation des fonds dédiés	18
Etat des provisions	19
Etat des échéances des créances et des dettes	19
Evaluation des immobilisations corporelles	19
Evaluation des créances et des dettes	19
Produits à recevoir	20
Charges à payer	20
Charges et produits constatés d'avance	20
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Engagement en matière de pensions et retraites	21

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des règlements de l'autorité des normes comptables.

L'Association a arrêté ses comptes en respectant :

- le Règlement n° 99-03, relatif à la réécriture du plan comptable général et pris en compte le règlement du n° 99-01, relatif au plan comptable des associations et des fondations,
- l'avis n° 2007-05 du 4 mai 2007 de l'ANC relatif au plan comptable des établissements sanitaires et sociaux à but non lucratif,
- les principes comptables prévus par l'article R 314-81 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) pour les comptes administratifs des établissements sociaux et médicaux-sociaux,
- Arrêté du 12 novembre 2008 relatif aux instructions budgétaire et comptables applicables aux Etablissements sociaux et médicaux-sociaux relevant de l'article R 314-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires,
- le décret n° 2008 -1500 du 30 décembre 2018 relatif à la réglementation financière et budgétaire des établissements et services sociaux et sociaux-médicaux,
- le Règlement ANC 2014-03, modifiant le règlement n°99-03
- le Règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, il s'agit en 2020 de la première année d'application de ce Règlement. Il a été relevé quelques modifications non significatives dans la présentation des lignes du bilan et du compte de résultat sur les postes 706.

Les comptes administratifs des établissements, établis selon les principes comptables prévus par l'article R 314-81 du Code CASF, ont été retraités afin d'obtenir les comptes sociaux conformes au règlement susvisé.

Le bilan de l'exercice présente un total de 2 990 403 euros.

Le compte de résultat, présente sous forme de liste, affiche un total produits de 3 974 847 euros et un total charges de 3 877 345 euros, dégageant ainsi un résultat de 97502 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2023 et finit le 31/12/2023.

Il a une durée de 12 mois.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation, conditionnée à la poursuite des versements sur l'exercice 2023 par les financeurs.
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice,
- Indépendance des exercices

La méthode de base de retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La première application du Règlement ANC n° 2018-06 constitue un changement de méthode comptable selon les dispositions du PCG. Aucun impact n'est à constater de

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

cette première application du Règlement dans les comptes 2021 de l'association à l'exception des dépenses refusées (compte 1142) ou non opposables aux tiers financeurs (comptes 116) qui ont été reclassées dans la rubrique des résultats sous contrôle de tiers financeurs (comptes 115) (Tableau de suivi des fonds propres).

Objet de l'Association :

L'UDAF a pour objet sur le plan départemental de :

- donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions de l'ordre familial et proposer des mesures conformes aux intérêts des familles
- représenter officiellement auprès des pouvoirs publics, l'ensemble des familles
- gérer tout service d'intérêt familial
- exercer devant toutes les juridictions l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts des familles.

Immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens (l'impact sur les amortissements de l'application de la norme sur les actifs est détaillé au point 1 de l'annexe).

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais d'accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes :

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités :

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats :

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charges correspondant à leur nature.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	82 893		
TOTAL	82 893		
Terrains	91 154		
Constructions sur sol propre	869 915		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	12 702		
Installations générales agencements aménagements divers	416 150		10 227
Matériel de transport	620		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	142 810		
Emballages récupérables et divers	1 656		
TOTAL	1 535 007		10 227
Autres participations	153		
Prêts, autres immobilisations financières	8 761		17 782
TOTAL	8 913		17 782
TOTAL GENERAL	1 626 813		28 009

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL		82 893	82 893
Terrains			91 154	91 154
Constructions sur sol propre			869 915	869 915
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			12 702	12 702
Installations générales agencements aménagements divers			426 377	426 377
Matériel de transport			620	620
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			142 810	142 810
Emballages récupérables et divers			1 656	1 656
TOTAL			1 545 234	1 545 234
Autres participations			153	153
Prêts, autres immobilisations financières		19 344	7 199	7 199
TOTAL		19 344	7 351	7 351
TOTAL GENERAL		19 344	1 635 478	1 635 478

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	80 961	1 932		82 893
Constructions sur sol propre	501 029	19 371		520 400
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	9 576	1 438		11 013
Installations générales agencements aménagements divers	252 644	29 273		281 917
Matériel de transport	441	179		620
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	99 671	9 227		108 899
Emballages récupérables et divers	1 656			1 656
TOTAL	865 017	59 488		924 505
TOTAL GENERAL	945 978	61 420		1 007 398

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	1 932				
Constructions sur sol propre	19 371				
Instal.techniques matériel outillage indus.	1 438				
Instal.générales agenc.aménag.divers	29 273				
Matériel de transport	179				
Matériel de bureau informatique mobilier	9 227				
TOTAL	59 488				
TOTAL GENERAL	61 420				

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation	28 987	27 610	28 987			27 610	27 610
	28 987	27 610	28 987			27 610	27 610
TOTAL	28 987	27 610	28 987			27 610	27 610

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour risques et charges	282 551		41 796		240 755
TOTAL	282 551		41 796		240 755

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour dépréciation		10 591	10 591		
TOTAL		10 591	10 591		
TOTAL GENERAL	282 551	10 591	52 387		240 755
Dont dotations et reprises d'exploitation			37 517		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	2 785	2 785	
Autres immobilisations financières	4 414	4 414	
Autres créances clients	62 582	62 582	
Personnel et comptes rattachés	711	711	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 785	1 785	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	8 011	8 011	
Débiteurs divers	134 695	134 695	
Charges constatées d'avance	12 670	12 670	
TOTAL	227 653	227 653	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	17 482		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	19 344		

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	143 422	143 422		
Emprunts et dettes financières divers	3 609	3 609		
Fournisseurs et comptes rattachés	71 606	71 606		
Personnel et comptes rattachés	325 152	325 152		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	228 778	228 778		
Autres impôts taxes et assimilés	32 507	32 507		
Autres dettes	38 592	38 592		
TOTAL	843 667	843 667		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	36 906			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	46 578			

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Gestion des comptes tiers des budgets MJAGBF et PJM

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

La gestion des comptes tiers a été transférée en 2009 des comptes bancaires pivots vers les comptes bancaires individuels, ouverts au nom de chaque bénéficiaire.

A compter de la clôture du 31 décembre 2009, les comptes bancaires pivots n'apparaissent plus à l'actif du bilan ainsi que leur contrepartie au passif du bilan.

Pour information, le montant des soldes bancaires des comptes individuels au 31 décembre 2023 s'élevait à la somme de :

512000 Comptes individuels : 6 619 117 €

512980 Comptes de placements : 16 922 417 €

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	98 433
Total	98 433

Notamment :

Subvention parking MDF = 11500€

Subvention et CNR GEM gestion Udaf = 69050€

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 460
Dettes fiscales et sociales	464 687
Autres dettes	845
Total	484 992

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	12 670
Total	12 670

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

A la date de clôture de l'exercice, l'évaluation des indemnités de départ à la retraite du personnel est la suivante : pas de modification de la provision (conservée en l'état de la clôture 2018)

TOTAL : 236145.09